

Les réglementations européennes multiples, frein majeur à l'internationalisation des startups

Nombre de startups privilégient un développement en Europe avant de voir plus loin. Mais se retrouvent confrontées à un marché unique plus théorique qu'il n'y paraît.

Temps de lecture : minute

21 juillet 2020

Se développer en Europe reste bien souvent le premier réflexe des startups françaises lorsqu'elles entament leur internationalisation. Et pour cause, la liste des avantages que présente le continent par rapport à une expansion aux États-Unis ou en Asie est longue : proximité géographique, même culture des affaires, possibilité de garder le siège dans l'Hexagone... Et une réglementation moins contraignante ? Si ce dernier point est souvent évoqué parmi les avantages que présenterait l'Europe en tant que "marché unique" , les entreprises qui ont débuté leur développement hors des frontières tricolores savent que ce n'est pas aussi facile. Une étude réalisée par Stripe, baptisée *Comprendre comment les barrières réglementaires ont un impact sur la croissance des échanges internationaux en Europe* et réalisée auprès de 500 entreprises numériques européennes opérant en ligne, a ainsi montré que seulement 60% de ces sociétés percevaient le marché européen comme un marché unique et non une somme de différents pays.

Une différence de taille quand on envisage de se développer à l'étranger. Avoir la possibilité de se déployer rapidement dans plusieurs pays, à la

réglementation et aux pratiques de consommation unifiées, est un des atouts majeurs mis en avant par l'Europe, le socle même du marché commun pensé dès 1957 avec l'union douanière. Aujourd'hui, la réalité est toute autre. 51% des répondants à l'étude menée par Stripe estiment compliqué de se développer et de vendre leurs produits et solutions dans davantage de marchés européens.

Des ressources dédiées

Première source de difficultés pour les entreprises, le puzzle de réglementations européennes constitue une barrière parfois infranchissable. 72% des entreprises européennes perçoivent la conformité aux réglementations comme un obstacle à la croissance et 66% ont la même opinion concernant la TVA. Mais surtout, environ un tiers des répondants estiment qu'ils se seraient développés dans davantage de pays européens si les réglementations, les taxes et les taux de TVA étaient les mêmes dans tous les pays du continent.

Car cette mosaïque réglementaire coûte beaucoup de temps et d'argent aux entreprises, y compris numériques. Près des trois quarts des répondants à l'étude de Stripe disent avoir des difficultés à tenir compte des changements de réglementations qui affectent leur activité. Rien d'étonnant puisque 43% n'ont pas les expertises en interne pour gérer ce défi et 57% des entreprises qui ont des ressources dédiées jugent que la mise en conformité aux réglementations "*leur prend énormément de temps*". Pour quel résultat ? Deux tiers des entreprises disent ne pas être certaines que leur activité soit en totale conformité avec tous les standards réglementaires...

Les outils numériques jusqu'ici peu

pertinents

Faut-il y voir une forme de fatalisme des entreprises ? Point du tout. 64% d'entre elles prévoient d'ailleurs de s'étendre à d'autres pays européens dans les cinq prochaines années, preuve que l'Europe reste un marché attractif pour elles. En revanche, elles attendent avec grande impatience le développement d'outils, notamment technologiques, pour les aider à se mettre en conformité avec les différentes réglementations. Ainsi, deux tiers des répondants seraient d'accord pour utiliser une telle technologie si elle existait. Une assertion encore hypothétique puisque les outils actuels ne semblent pas trouver grâce aux yeux de leurs utilisateurs : alors même que 70% des entreprises utilisent déjà une technologie censée les aider sur le volet réglementaire, près de six sur dix (59%) disent que cela ne leur a pas été bénéfique.

Reste enfin à s'attaquer à la racine du mal : le morcellement des réglementations. Car si le marché unique l'était vraiment d'un point de vue réglementaire, nul besoin pour les entreprises de dépenser autant de temps et d'argent dans leur mise en conformité à chaque développement international... C'est notamment l'un des chevaux de bataille de France Digitale, qui avait plaidé l'année dernière dans son manifeste *United Tech of Europe* pour une véritable Europe du numérique unifiée... et unique en son genre !

Article écrit par Geraldine Russell